



**EXTRAIT DU PROCES VERBAL  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

**Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

**Etaient excusées et représentées par pouvoir:**

Mme QUERAL à M. BODIN, Mme HOLGADO à M. CARREAU

**Etait excusé:**

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 4

<b>1 – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT - CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER LE CONTRAT</b>
---

**Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Par délibération du 10 février 2015, le conseil municipal s'est prononcé sur le principe de la délégation de service public de type affermage et a autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure dans le cadre de l'exploitation du service d'assainissement.

Le délégataire devra assurer l'exploitation du service de l'assainissement ce qui recouvre en particulier de façon non limitative :

- l'exploitation et l'entretien de l'ensemble des réseaux d'eaux usées (existants et à venir) ainsi que la station d'épuration,
- la tenue des opérations comptables, recettes et dépenses afférentes à l'exploitation du service, la perception de l'ensemble des produits de l'exploitation,
- la communication de comptes-rendus technique et financier ainsi qu'un rapport d'activité et un compte de résultats annuels ;
- la souscription d'une assurance.

Conformément à l'article R 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, une publication a été envoyée dans les journaux suivants : BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics), JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne) et le « Moniteur des Travaux Publics » (revue spécialisée).

4 sociétés ont déposé leur candidature :

- AGUR
- SAUR
- VEOLIA
- SUEZ – LYONNAISE DES EAUX.

A la suite de l'analyse de leur candidature par la Commission d'Ouverture des Plis (COP), les 4 sociétés ont été invitées à remettre une offre.

A la date du 8 juin 2015 (14 heures), une seule offre avait été remise.

La COP s'est réunie :

- le 9 juin 2015, pour ouvrir l'offre
- le 17 juin 2015, pour émettre un avis sur la liste des candidats admis à négocier.

Par arrêté n° A/2015/168 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 (reçu en sous-préfecture le 1<sup>er</sup> juillet 2015), Monsieur le Maire a arrêté la liste des candidats admis à négocier :

- SUEZ – LYONNAISE DES EAUX.

L'entretien de négociation s'est déroulé le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Par courrier du 8 juillet 2015, le candidat a été invité à transmettre son offre finale.

A la suite de l'analyse de l'offre finale, portant essentiellement sur la partie financière, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de retenir la société SUEZ – LYONNAISE DES EAUX.

L'offre de la société SUEZ – LYONNAISE DES EAUX présente les caractéristiques suivantes :

- la redevance d'occupation du domaine public versée à la Commune est égale à :
  - 0,030 € / m des réseaux hors les branchements
  - 2,00 € / m<sup>2</sup> d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires (hors les regards de réseaux d'assainissement)
  - versement : au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année n pour l'exercice n-1.
- la rémunération du délégataire résulte de l'application du tarif de base suivant :
  - part fixe annuelle de 30,65 € HT
  - coût à l'euro HT / m<sup>3</sup> : part variable selon les tranches actuellement en vigueur :
    - de 0 à 50 m<sup>3</sup> : 0,7103 € HT / m<sup>3</sup>
    - de 50 à 150 m<sup>3</sup> : 0,7549 € HT / m<sup>3</sup>
    - consommation supérieure à 150 m<sup>3</sup> : 0,9583 € HT / m<sup>3</sup>.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de retenir la société SUEZ – LYONNAISE DES EAUX
- d'approuver le contrat (dont la politique tarifaire) à conclure avec la société SUEZ – LYONNAISE DES EAUX, pour une durée de 15 ans, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit contrat de délégation de service public d'exploitation du service d'assainissement ainsi que tous les documents y afférents.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 05/11/15  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20151103-23149-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

